



Publié sur *Le Cercle Les Echos* (<http://lecercle.lesechos.fr>)

Le sentiment d'impuissance

Peut-on résolument rester muet quand la situation sociale s'aggrave et que rien ne laisse penser que cela va s'arranger ? Et si nous faisons fausse route ? Et si tous nos efforts n'étaient motivés que par la reconquête d'un monde qui n'est déjà plus depuis longtemps ?

Il semblerait bien que la positive attitude ne contrebalance pas la morosité ambiante. Une morosité qu'on voudrait nous empêcher d'exprimer au prétexte qu'elle ne sert pas l'illusion collective d'une société qui progresse et qui avance. Mais quel est le constat ? Il n'y a pas de quelconque manipulation politique ou jeu des médias derrière ces réalités qui attisent un peu plus chaque jour notre impuissance. Nos entreprises ne se portent pas bien, et on pourra dire ce que l'on veut, il y a comme une équation qui ne trouve pas de solution.

Nos industries et nos usines ferment de ne plus répondre à ce Nouveau Monde qui n'a plus de frontières. D'aucuns cherchent désespérément l'aide d'un gouvernement comme s'il détenait la solution miracle à ce qui prend la forme d'un mal profond. Un mal profond et structurel qui n'est que le stigmate d'une société qui n'a plus l'économie adaptée à un contexte qui la dépasse. Comme le feuillage caduc qui tombe en hiver, l'économie française tombe ses entreprises, parfois dans la douceur de la résignation, parfois dans le fracas des tempêtes syndicales, laissant un corps social nu sur le pavé froid.

Qu'il s'agisse de fermetures pures et simples d'établissements, de programmes de baisse des effectifs – plans sociaux, plans de départs volontaires, non-remplacement des personnes qui partent en retraite, ou encore d'opérations de réductions des coûts – délocalisations dans les pays à bas coûts, déménagements dans des locaux plus réduits, suppression des contrats de sous-traitance... le résultat est le même : un constat d'échec.

Nombreux sont ceux qui vous diront qu'il n'en est rien, que toutes ces transformations vont dans le sens d'une plus grande compétitivité de nos entreprises, mais ils se trompent et lourdement. De quelle compétitivité parlons-nous d'abord ?

De celle qui permet de conserver des marges en bénéficiant d'avantages sociaux, là où nous ne vivons pas et aurions crié à l'injustice si tel avait été le cas. Fort heureusement, nos rapports de développement durable, nouveau passage réglementaire obligé, nous permettent de soulager nos consciences.

À moins qu'il ne s'agisse de cette compétitivité qui nous permet d'accélérer le temps de l'économie – le temps d'imaginer, le temps de concevoir, le temps de produire, le temps d'utiliser pour jeter aussi vite, au risque d'oublier que nos destins sont sur des bases de temps bien différentes. Le temps de la vie n'est pas celui de la bourse. Le temps de la vie prend le temps de construire, saisit les opportunités à l'aune du hasard et des aléas qui jalonnent chaque existence. Celui qui l'oublie est un jour ou l'autre rattrapé par la réalité qui pose ses propres conditions – celui qui ne prend pas le temps sera mort de n'avoir rien vécu.

Comment rester indifférent aux chiffres publiés récemment par l'Association S.O.S Amitié répertoriant 700 000 appels en 2012 – soit 7 % de plus que l'an passé – d'hommes et de femmes en détresse ? Une détresse que l'on voudrait croire animée par ces problèmes du quotidien qui minent un peu plus celles et ceux qui se retrouvent seuls, par les sentiments, par l'âge ou la maladie. Mais dans cette détresse, il y a aussi ce travail que l'on ne trouve plus, qui devient une souffrance, et qui agresse finalement autant par son absence – chômage – que lorsqu'il est bien là – stress, pression, harcèlement. Ce travail qui rendait fier hier et qui aujourd'hui pose question plus que jamais.

Comment rester indifférent devant cette réalité qui voit nos entreprises malmenées d'avoir vécu si longtemps sur des modèles économiques qui sont aujourd'hui largement remis en cause ? Comment ne pas se sentir concernés par tous ces salariés, jeunes et moins jeunes, qui se retrouvent du jour au lendemain exclus d'un marché du travail qui ne sait plus comment faire face ? Peu importe encore une fois le nombre exact des demandeurs d'emploi dans notre pays, la seule chose qui compte réellement c'est cette tendance qui ne s'inverse pas.

Et pour cause, la croissance du pays, cette donnée relativement fiable du climat économique est devenue bien faible pour répondre aux obligations nationales. En dessous de 1 %, elle ne crée pas d'emplois et laisse assez peu d'espoir de réduire une dette particulièrement importante et ankylosante. Et que dire de nos obligations européennes ? Bien peu inspirés que nous sommes, nous cherchons derrière notre dispositif fiscal à combler les trous d'une économie éventrée sans satisfaire ni l'opinion publique ni aux réels besoins financiers qui ne font que s'accumuler. Et si nous faisons fausse route ?

Innover ou se développer à l'international, voilà ce qui revient le plus souvent des débats vantant les mérites des entreprises qui continuent de faire des bénéfices. Un peu comme si aujourd'hui la maxime de l'économie pouvait se résumer en "innover ou mourir". Mais s'est-on seulement posé la question de la création de richesse réelle d'une économie de l'innovation ? Combien crée-t-on aujourd'hui d'emplois pour combien qui sont détruits ? Et pour qui sont ces emplois ?

Et que penser de cet international qui apparaît non pas comme une ouverture au monde, mais comme une nouvelle exploitation d'un filon économique qui finira par se

tarir aussi vite qu'il est apparu ? Ce "nearshore" hier si rentable est devenu trop onéreux par rapport à cet "offshore" en pleine effervescence. Mais demain, que restera-t-il de nos entreprises éparpillées sur la planète ? La réduction des coûts, le renforcement des marges, nous entraînent dans une course effrénée qui ressemble fort à une fuite en avant. Produire, toujours produire pour peu que l'on produise.

Il y a dans l'air un je ne sais quoi qui nous empêche de sortir de cette phase de déni de la réalité : le monde de nos projections n'est plus, nous sommes rentrés dans l'ère de la rareté. Et derrière cette rareté, je veux m'empresseur de préciser qu'elle dépasse la seule rareté des ressources de la planète. Il s'agit d'une rareté qui touche aussi les comportements humains. Ô combien est devenu rare le partage face à l'indifférence, ô combien est devenue rare la solidarité face à l'individualisme, ô combien est-il devenu rare d'écouter celui qui pense l'avenir face à celui qui ne veut que retenir le court terme.

Les enjeux du monde de demain ne sont pas du ressort de la prospective, cela fait bien longtemps qu'ils ont forcé la porte de nos entreprises. Et les effets, s'ils ne sont pas immédiats, trop peu perceptibles aux yeux de certains, ont déjà une résonance sociale forte. Nos entreprises tombent de leurs modèles et de leurs marchés trop peu renouvelés. Et que faisons-nous ? Nous cherchons coûte que coûte à maintenir ce qui n'est plus tenable, à redresser ce qui n'est plus productif. Aujourd'hui, quand des industriels abandonnent, ce n'est pas par une intention maligne de grever le pays et de miner les esprits, c'est qu'ils n'ont plus les projets qui portent le travail.

De ce travail qui crée de la vie et de l'espoir. Et si notre économie de la consommation était devenue notre pire ennemi ? Consommer n'est pas construire. Or construire est probablement la seule manière de préparer l'avenir. Elle est là la différence entre les nations aujourd'hui, bien plus que dans les coûts, elle distingue ceux qui bâtissent et ceux qui pâtissent de ne plus bâtir et qui ne veulent pas voir les murs tomber un à un.

Comment ne pas douter quand des activités que l'on sait perdantes et décadentes cherchent à tout prix des repreneurs, à n'importe quel prix ? Quel est d'ailleurs le prix à payer pour notre entêtement à vouloir sauver ce qui ne retient plus l'attention du marché ? Quel sursis veut-on obtenir au juste à part l'espoir de ne pas être celui ou celle qui fermera définitivement la boutique ? L'heure est grave, tous les signaux qui pointent des radars sont à l'urgence. Tout le monde se passe le mot, des étudiants aux jeunes travailleurs, des plus anciens à ceux qui n'y retourneront plus, des créateurs aux entrepreneurs chevronnés, des institutionnels aux salariés des grands groupes, dans le privé comme dans le public, c'est l'impuissance qui prédomine.

Et dans ce partage, une envie folle de se libérer des carcans anime ces forces vives qui voudraient changer le monde et renouer avec, non pas la croissance forte, mais des conditions de vie agréables pour tous, car la croissance est en train de désenchanter toutes celles et tous ceux à qui l'on avait chanté les louanges alors qu'ils devenaient des hommes. Cela fait à peine 50 ans... cela fait déjà si longtemps. À la question : que doit-on faire ? Je n'ai pas de réponse toute faite, j'ai juste un sentiment d'impuissance qui me pousse à croire que le redressement productif n'est pas ce qui va modifier la donne.

Aujourd'hui, il faut une réflexion poussée, dépassionnée et sans militantisme, autour de ce que nous voulons construire pour demain. Je verrais bien des assises de la réflexion pour qu'un grand chantier, national, puis européen, et pourquoi pas plus ouvert sur l'international, détermine un nouveau cadre de vie... un nouveau cadre de travail. Ce n'est pas l'enjeu d'un ministère, ce n'est pas non plus l'enjeu d'un gouvernement, c'est un enjeu existentiel et quelque part universel qui importe à chacun de nous. Nous avons créé ce monde qui nous échappe, recréons les conditions d'un destin profitable à tous dans le respect de ce que nous avons découvert tardivement... nos limites.

Emeline Pasquier

URL source: <http://lecercle.lesechos.fr/economie-societe/politique-eco-conjoncture/conjoncture/221155193/sentiment-dimpuissance>